

Le chef de l'Etat lance la réforme territoriale demain à Saint-Dizier, au moment où s'ouvre la discussion déjà crispée du budget 2010 à l'Assemblée nationale. A mi-mandat, polémiques et difficultés s'accroissent pour Nicolas Sarkozy.

Budget, collectivités locales : les difficiles chantiers de Nicolas Sarkozy

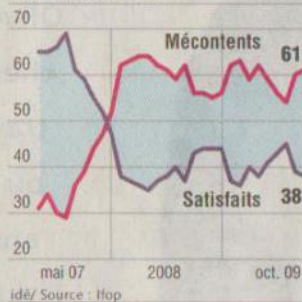
Passé difficile ou tournant du quinquennat ? Désormais à mi-mandat, Nicolas Sarkozy ne veut surtout pas laisser s'installer l'idée que sa rentrée chaotique est destinée à durer, et qu'il « perd pied », selon l'expression utilisée hier par l'ancien patron du PS, François Hollande, dans « Le Journal du dimanche ». Tenir sur l'essentiel (c'était le

message de son interview au « Figaro » vendredi), donner des signes d'ouverture (Luc Chatel a proposé hier que l'Etat s'abstienne lors de l'élection à la tête de l'Épad) et, surtout, poursuivre les réformes (Nicolas Sarkozy détaille demain à Saint-Dizier le chantier territorial) : telle est la triple réponse du chef de l'Etat face à l'avalanche des polémiques

qu'il affronte depuis début septembre et à leurs premières conséquences lisibles dans les sondages. Sa cote mesurée par l'Ifop pour le « JDD » est revenue à ses niveaux les plus bas, à 38 % d'opinions favorables. Jusqu'à présent, ce choix de l'action comme moyen de surmonter les difficultés a toujours réussi à Nicolas Sarkozy : il lui avait permis de faire oublier le trouble causé dans l'électorat de droite par son mode de vie (Fouquet's...) dans les premiers mois du quinquennat.

L'indice de popularité de Nicolas Sarkozy

En % des réponses



points de friction identifiés : la réduction de la taxe professionnelle, qui inquiète les maires, et la fiscalité, sur laquelle certains députés UMP continuent de porter le fer (lire ci-contre). Sans parler du niveau des déficits publics et de la dette, qui suscitent une sourde mais vivace inquiétude dans la majorité.

Car telle est bien l'une des difficultés majeures du président de

la République : alors que la situation de l'emploi continue de se dégrader, la confiance de sa majorité en lui semble s'éroder. Comme si le flottement élyséen de ces dernières semaines avait ouvert des brèches. Des personnalités plutôt prudentes comme Alain Juppé ou Jean-Pierre Raffarin n'ont pas hésité à faire entendre une voix discordante.

« Trouver un message de fond » Quant à ceux qui se posent ouvertement comme une alternative - Dominique de Villepin et Jean-François Copé -, ils ont avancé leurs pions. « Il faut trouver une réflexion, un message de fond en proposant une nouvelle définition de ce que sont les valeurs de la droite », a ainsi lancé le président du groupe UMP à l'Assemblée dans « Le Monde », n'hésitant pas à disputer à Nicolas Sarkozy la place de chef d'orchestre du débat d'idées à droite. Terrain sur lequel le chef de l'Etat détenait un monopole depuis 2001 et la publication de son livre « Libre ». CÉCILE CORNUDET

Nouvelle offensive de la majorité contre le bouclier fiscal

Recadrage. Malgré le recadrage du gouvernement, les députés UMP Marie-Anne Montchamp et Jean-Luc Warsmann s'approprient à déposer un nouvel amendement pour réduire le bénéfice du bouclier fiscal, en vertu duquel l'impôt payé (CSG et CRDS comprises) par chaque contribuable ne peut excéder la moitié de ses revenus. Les élus, qui défendent leur position en fin de semaine lors du débat budgétaire, proposent d'exclure la CRDS du

bouclier. « Nous ne cherchons pas à faire un coup. Mais la question de la dette sociale ne peut plus attendre », justifie Marie-Anne Montchamp. En commission, les centristes ont failli imposer un amendement qui, en plus de la CRDS, proposait l'exclusion de la CSG et des impôts locaux (« Les Echos » d'hier). Plus édulcoré, celui de Marie-Anne Montchamp et Jean-Luc Warsmann pourrait rallier quelques voix supplémentaires dans la majorité.

La confiance semble s'éroder

Cette fois, le pari s'annonce nettement plus délicat, car les sujets sur la table ont eux-mêmes commencé à susciter la polémique. La réforme des collectivités locales fait grincer des dents à gauche comme à droite, l'objectif du gouvernement étant de diviser par deux le nombre d'élus régionaux et départementaux (de 6.000, ils passeront à 3.000). Au même moment s'ouvre demain au Parlement la discussion sur le budget 2010, avec déjà au moins deux